



Centre Hospitalier de Versailles
Cellule Commande Publique GHT 78 Sud

**ACCORD-CADRE DE
FOURNITURES ET
SERVICES**

Maintenance préventive et
corrective des appareils
élevateurs des
établissements du GHT 78
Sud à l'exception du Centre
Hospitalier de Versailles

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**











Consultation n°

2025SB18





SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS	4
2.	OBJET DU CONTRAT.....	4
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	5
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	7
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	8
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	10
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	12
8.	LITIGE ET SANCTIONS.....	12
9.	FIN DU CONTRAT	17

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Maintenance préventive et corrective des appareils élévateurs des établissements du GHT 78 Sud à l'exception du Centre Hospitalier de Versailles
	Acheteur	Centre Hospitalier de Versailles, établissement support du GHT Yvelines Sud
	Type de contrat	Accord-cadre avec une partie forfaitaire et une autre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire avec un montant de 455 000.00 € HT pour toute la durée de l'accord-cadre
	Structure	Non alloti
	Lieu d'exécution	Les établissements du GHT 78 Sud à l'exception du Centre Hospitalier de Versailles
	Durée	4 ans
	Développement durable	Voir rubrique développement durable
	Pénalités de retard	Voir rubrique pénalités
	Variation des prix	Voir rubrique variation des prix
	Nature des prix	Mixte

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un marché passé en procédure adaptée ouverte (Article L2123-1 et R2123-1 - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

L'accord-cadre porte sur la maintenance préventive et corrective des appareils élévateurs des établissements du GHT 78 Sud à l'exception du Centre Hospitalier de Versailles.

■ Lieu d'exécution :

Les prestations se feront au bénéfice des établissements du GHT 78 Sud à l'exception du Centre Hospitalier de Versailles :

- Le Centre Hospitalier de Rambouillet situé au 5 rue Pierre et Marie Curie, 78120 Rambouillet ;
- L'Hôpital Gériatrique Philippe Dugué situé au 1 rue Jean Mermoz, 78460 Chevreuse ;
- L'Hôpital de pédiatrie et de rééducation de Bullion situé au Lieu-dit Hpr Longchêne, 78830 Bullion ;
- Le Centre Hospitalier de Plaisir situé au 220 rue François Mansart, 78370 Plaisir ;
- L'EHPAD « Les Aulnettes » situé au 52 rue du Général Gallieni, 78220 Viroflay ;
- L'Hôpital Le Vésinet situé au 72 avenue de la Princesse, 78110 Le Vésinet ;
- Le Centre Hospitalier de la Mauldre situé au 23 rue Saint Louis, 78760 Jouars Pontchartrain ;
- L'Hôpital de Houdan situé au 42 rue de Paris, 78550 Houdan ;

En tout état de cause, les sites annexes sont inclus au présent accord-cadre.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour le compte des établissements du GHT 78 Sud à l'exception du Centre Hospitalier de Versailles.

En tout état de cause, l'ensemble de l'établissement et ses sites annexes sont inclus au présent ~~accord~~

3. PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG Fournitures courantes et services) :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes notamment :
 - Les annexes financières composée des bordereaux des prix unitaires et de la décomposition de prix global forfaitaire,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) du 30 mars 2021 ;

Les exemplaires originaux des pièces du marché conservés dans les archives de l'acheteur font seule foi.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Toute clause portée dans les catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Notamment, les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

4. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Allotissement

Conformément à l'article L2113-11 du Code de la commande publique, le marché ne fait pas l'objet d'un allotissement. En effet, la dévolution en lots séparés serait de nature à rendre techniquement difficile l'exécution des prestations et rendrait financièrement plus couteuse l'exécution des prestations.

Forme du contrat :

Il s'agit d'un accord-cadre à prix mixtes décomposé comme suit une partie forfaitaire et une autre partie à bons de commandes.

Il s'agit d'un accord-cadre à prix mixte décomposée comme suit d'une partie forfaitaire et une autre à bons de commande sans minimum et avec maximum de 455 000.00 € HT mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique pour toute la durée du marché.

Montant de la partie à bons de commande :

Le montant maximum de commandes est de 455 000,00 € HT pour toute la durée du marché.

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de services.

■ Présentation des bons de commande :

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : les responsables sécurité des établissements concernés par le présent accord-cadre.

■ **Forme des bons de commande :**

Les bons de commande respectent la présentation demandée ci-dessus.

■ **Prestations similaires :**

L'acheteur peut passer avec les titulaires, des marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence pour des prestations similaires dans le respect des dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat. Ces prestations similaires pourront concerner les autres sites et établissements du GHT.

5. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ **Durée globale du contrat :**

La durée de l'accord-cadre est de **12 mois** pour les prestations de maintenance préventive et corrective des appareils élévateurs des établissements du GHT 78 Sud à l'exception du Centre Hospitalier de Versailles à compter du **01 mars 2026**.

La durée de l'accord-cadre est de **12 mois** reconductible **trois (3)** pour une période de **12 mois** par tacite reconduction. La durée maximale de l'accord-cadre est de **48 mois**.

La reconduction se fait tacitement si l'accord-cadre n'est pas dénoncé par l'acheteur titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois avant son terme. Elle ne donne lieu à aucune indemnité.

La décision de non reconduction du marché par l'acheteur ne donne lieu à aucune indemnité.

Lorsque le titulaire ne bénéficie pas d'une reconduction du contrat, il est tenu de maintenir sa prestation jusqu'à ce que l'acheteur attribue le marché à un nouveau prestataire. Dès lors, le titulaire est indemnisé au prorata des prestations réalisées durant toute la période de transition et ce conformément aux prix établis dans l'annexes financières (BPU-DPGF).

■ **Délai des bons de commande :**

Le délai d'exécution des prestations est fixé dans chaque bon de commandes. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

■ **Délai de validité du bon de commande :**

Le délai maximum des bons de commande est de six mois à compter du lendemain du jour de leur

réception par le titulaire. Toute demande de prolongation de délai devra être motivée et circonstanciée. Le prestataire devra expliquer les faits le mettant dans l'impossibilité de réaliser la prestation en cause dans le délai prescrit. Cette demande motivée devra être écrite. Elle fera l'objet d'une réponse écrite.

Le bon de commande pourra être passé jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre pour le délai maximum cité ci-dessus.

6. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

6.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont des prix **mixtes (unitaires et forfaitaires)**.

■ Mois d'établissement des prix :

Les prix initiaux sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, ce mois est appelé « M₀ ».

■ Variation des prix :

Les prix de la prestation font l'objet d'une révision.

Les prix du contrat sont fermes la première période et révisable à la date anniversaire du marché.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres (Mois M₀)

La demande est à la charge du titulaire à adresser 2 mois avant la date anniversaire du marché à la cellule des achats du Centre Hospitalier de Versailles pour validation.

La proposition du titulaire reprend les annexes financières mises à jour des prix révisés sous format Excel en faisant apparaître dans un onglet distinct les indices et leurs valeurs associées, le détail de la formule et son résultat.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas les modalités de mise en œuvre de la révision prévue ci-dessus, les prix en cours sont automatiquement reconduits aux mêmes les prix de l'année précédente.

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse par l'application de la formule suivante :

$$P_n = P_o * [0,7 + 0,3 (BT48n/BT48o)]$$

dans laquelle :

P_n = prix révisé

P_o = prix initial établi au mois M₀ (mois d'établissement du prix = mois de remise des offres) puis issu de la dernière révision, le cas échéant

BT48n = dernière valeur définitive connue de l'Index du bâtiment BT48 - Ascenseurs - Base 2010-identifiant 001710980, 2 mois avant la date anniversaire du Contrat

BT48o = dernière valeur définitive connue de l'Index du bâtiment BT48 - Ascenseurs - base 20210 - identifiant 00170980 au mois M₀ pour la première révision ou dernière valeur définitive de l'Index utilisée pour la révision suivante.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- Les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- Les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- Les frais éventuels d'assurance et transport ;
- Les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

■ Initiative du calcul de la variation des prix :

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix.

■ Clause de sauvegarde :

Pour chacun des cas de la révision des prix, l'acheteur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement de barème ou de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 5% par révision de prix. La clause de sauvegarde sera appliquée lorsque le marché économique sera stable.

Durant la période de mise en œuvre de la circulaire du 29 septembre 2022, la clause de sauvegarde ne saurait s'appliquer, et la révision de prix de plus de 5% nécessitera de la part du titulaire du marché des justificatifs.

■ Offres promotionnelles :

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

6.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de l'avance est fixé à 20% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- Le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- Le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- Les dates de réalisation des prestations ;
- Le numéro du contrat ;
- La nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- Le taux de TVA applicable ;
- La désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- Les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

■ **Périodicité des paiements :**

☐ Mensuel ☐ Trimestriel ☒ Annuel (pour la partie forfaitaire) ☒ à la date du service fait (après vérification pour la partie à bons de commandes)

☐ Autres (à préciser) :

L'établissement Bénéficiaire est un établissement de santé : le délai de paiement est de 50 (cinquante) jours à compter de la date de réception de la facture.

■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif.

■ **Comptable assignataire des paiements :**

Voir annexe comptable

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **50 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

La date servant de point de départ au délai global de paiement (sous réserve de service fait réalisé préalablement) est la date de « mise à disposition de la facture au destinataire ». Cette date est tracée et consultable dans l'historique Chorus-Pro.

7. RÉALISATION DES PRESTATIONS

7.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Conditions générales de réalisation des prestations

Toutes les mesures sont prises par le titulaire de l'accord-cadre pour répondre à la réglementation et les normes en vigueur dans l'exécution des prestations et notamment celles fixées au CCTP. Les nouvelles dispositions réglementaires qui pourraient intervenir entre la date d'établissement du présent CCAP et l'exécution de la prestation se substitueront de plein droit aux dispositions susvisées dans la mesure où elles auraient pour effet de les modifier ou de les rendre caduques.

Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit se conformer à toute évolution de la réglementation et ceci conformément aux délais prescrits dans les bases légales. Dans cette hypothèse, le titulaire est tenu d'en informer la personne publique par lettre recommandée avec accusé réception.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché)

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Le titulaire est soumis à une **obligation générale de résultat**. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat. Les résultats à atteindre sont décrits dans le cahier des charges techniques spécifiques à chaque lot.

7.2. Vérification des prestations

■ Vérification des prestations

Les vérifications du bon déroulement du service sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

■ Opérations de vérification du service fait :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications à l'issue de la période de prestation de service. Si aucune décision n'est notifiée, le service est réputé admis à la fin de la période constatée.

Si la quantité réalisée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de compléter la prestation de service dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité réalisée et l'attestation de service fait, l'attestation est rectifiée et signée par les personnes en charge du service pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les prestations de service ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être rectifiées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter la prestation qui contient des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

■ **Personnes en charge des vérifications des prestations :**

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire seront désignées dans les annexes financières :

Etablissements constituant le Groupement Hospitalier Territorial 78 sud (hors CHV)

- ***Le Centre Hospitalier de Rambouillet est*** situé au 5 rue Pierre et Marie Curie, 78120 Rambouillet

Interlocuteur	
Responsable technique	Kévin PERRUCHAULT
Chef de sécurité incendie	Michaëla GROSU

- ***L'Hôpital Gériatrique Philippe Dugué*** est situé au 1 rue Jean Mermoz, 78460 Chevreuse

Interlocuteur	
Responsable technique	Philippe CHEVALAY
Chef de sécurité incendie	Alban CUDINI

- ***L'Hôpital de pédiatrie et de rééducation de Bullion est*** situé au Lieu-dit Hpr Longchêne, 78830 Bullion

Interlocuteur	
Responsable technique	Jean-Michel CHAIGNON
Chef de sécurité incendie	Jean-Michel CHAIGNON David COSTA SIMOES

- ***Le Centre Hospitalier de Plaisir est*** situé au 220 rue François Mansart, 78370 Plaisir

Interlocuteur	
Responsable technique	Sébastien MODOLO
Chef de sécurité incendie	Kamel BELAMRI

- ***L'EHPAD « Les Aulnettes »*** est situé au 52 rue du Général Gallieni, 78220 Viroflay

Interlocuteur	
Responsable technique	Christian PAYET
Chef de sécurité incendie	Kamel BELAMRI

- ***L'Hôpital Le Vésinet*** est situé au 72 avenue de la Princesse, 78110 Le Vésinet

Interlocuteur	
Responsable technique	Christian PAYET
Chef de sécurité incendie	Kamel BELAMRI

- ***Centre Hospitalier de la Mauldre*** est situé au 23 rue Saint Louis, 78760 Jouars Pontchartrain

Interlocuteur	
Responsable technique	Philippe GEVEAUX
Chef de sécurité incendie	Kamel BELAMRI

- ***Hôpital de Houdan*** est situé au 42 rue de Paris, 78550 Houdan

Interlocuteur	
Responsable technique	Jean-Jacques SOUDAN
Chef de sécurité incendie	Christine PAUMARD

- Référent et coordonnateur du marché

Interlocuteur	Téléphone	Adresse mail
M. Pierre-Emmanuel DUFOUR	07 87 65 82 44	pedufour@ght78sud.fr

7.3. Développement durable

■ Clause environnementale :

Conformément aux dispositions du Code la Commande Publique et les dispositions du CCAG concerné par l'exécution du contrat, le Titulaire met tout en œuvre pour assurer une politique de développement durable à jour de la réglementation en vigueur et exécute les prestations du présent contrat selon l'application de règles respectant l'environnement.

L'acheteur pourra être en mesure de demander au Titulaire les mesures prises pour respecter les dites prescriptions législatives et réglementaires en vigueur.

7.4. Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par avenant** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les parties au contrat conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de l'accord-cadre en cas de crise sanitaire, économique, politique bouleversant l'économie du contrat, et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendu nécessaire.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

■ Evolution des prix en cas d'imprévision :

Si un événement imprévisible et étranger (épidémie, pandémies, crise politique, crise économique, catastrophes naturelles etc..) à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie du contrat en ce qu'il impacte la tarification des prestations prévues au contrat, les parties au contrat peuvent convenir de l'introduction d'une **clause d'évolution des prix par voie d'avenant** dans les conditions suivantes :

- La révision des prix mentionnés au présent CCAP n'arrive pas à combler le manque à gagner subi par les entreprises ;
- La hausse des prix n'excède pas plus de 10% du montant initial de l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues au contrat dans leur niveau de qualité ou de prix.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-

ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1. Obligations courantes du titulaire

■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. !

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ Conduite des prestations par une personne nommément désignée :

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.
-

■ Réparation des dommages :

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du

contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur dans les conditions des articles R2193-1 à R2193-4 du code de la commande publique.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur ou égal à 600 € TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

Toute sous-traitance occulte ne pourra faire l'objet d'une demande de paiement au titre des prestations réalisées. Le titulaire encourt de plein droit et sans mise en demeure préalable l'application des pénalités prévues à l'annexe 1 du présent document.

8.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

■ **Mesures de sécurité :**

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

■ **Prix promotionnels/ remise de fin d'année :**

Les titulaires peuvent proposer à tout moment des opérations promotionnelles dans les mêmes conditions que celles accordées à d'autres clients grands comptes, sous réserve de garantir la même qualité de produits. Les promotions doivent être appliquées conformément aux articles L.441-1 à L.441.7 du Code de commerce et aux lois et règlements existants.

9. LITIGE ET SANCTIONS

9.1. Pénalités

■ Généralités sur les pénalités :

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché par non intervention dans les délais prévus, soit par carence en matériel lors d'une intervention ou service mal ou incomplètement exécuté, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

En cas de retard ou dysfonctionnement répété, de défaillances dans la prestation, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais, après une mise en demeure préalable.

L'application des pénalités peut être exceptionnellement reconsidérée suite à la demande dûment justifiée du titulaire du marché et après acceptation de l'établissement concerné.

Le titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui auront été notifiées. Dans le cas contraire, l'établissement bénéficiaire retiendra le montant des pénalités par émission d'un titre exécutoire notifié au titulaire ou par réfaction sur facture.

Le pouvoir adjudicateur établit un mémoire indiquant les périodes de pénalités concernées et leurs montants. Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par le titulaire.

Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation aux articles **14.1.2** et **14.1.3** du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS).

Ces pénalités appliquées sont cumulables, applicables sans mise en demeure et jusqu'à résorption. Elles font l'objet d'une réfaction automatique sur la facture adressée au pouvoir adjudicateur via le récapitulatif mensuel des pénalités envoyées par celui-ci.

Enfin, la constatation des faits entraînant les pénalités est effectuée à la diligence du pouvoir adjudicateur et de ses représentants. Le titulaire peut faire valoir auprès du pouvoir adjudicateur ses observations et contestations éventuelles, en les accompagnant des justificatifs appropriés. Le titulaire est exonéré de pénalité sur justification de sa bonne foi, en cas d'empêchement imprévisible ou de force majeure. Il appartient au titulaire du marché d'apporter, le cas échéant, la preuve de l'existence d'un événement exonératoire de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités.

Concernant la facturation, en cas d'erreur et de retards répétés dont la responsabilité incomberait uniquement au titulaire du marché ou en cas de non prise en compte de la modification de certains éléments des prestations, l'acheteur se réserve le droit de suspendre la procédure de paiement en notifiant au titulaire par lettre recommandée avec avis d'accusé de réception les motifs de cette suspension. La procédure de paiement ne peut reprendre qu'après la remise par l'entreprise titulaire des pièces justificatives exigées par l'acheteur.

■ Pénalités applicables :

Seules les prestations effectivement exécutées dans les conditions définies dans le présent cahier des charges donnent droit à paiement au « Titulaire ».

Dérogation au CCAG FCS sur les pénalités

- Retard pour les interventions de dépannage sur les équipements dit « standard » : 50€ par heure de retard
- Retard pour les interventions de dépannage sur les équipements dit « prioritaire » : 100€ par heure de retard
- Retard pour le délai de remise en service sur les équipements dit « standard » : 50€ par jour de retard
- Retard pour le délai de remise en service sur les équipements dit « prioritaire » : 100€ par jour de retard (toute heure commencée est due)
- Retard pour les délais de remplacement de pièces standard après constatation : 100€ par jour de retard.
- Retard pour la désincarcération : 100€ par heure de retard
- Retard pour la transmission du devis concernant les pièces non standard suivant les prix du bordereau des prix unitaires : 50€ par jour de retard.

- Retard pour la transmission du devis concernant pour les pièces non standard hors bordereau des prix unitaires: 50€ par jour de retard.
- 50€ par heure de retard pour tout délais indiqués dans le CCTP et qui n'a pas fait l'objet d'une clause de pénalité spécifique dans le présent CCAP. La pénalité sera calculée à partir de la date ou heure d'échéance du délai jusqu'à la date de conformité effective.

■ **Modalités de règlement des pénalités :**

En cas de mise en œuvre des pénalités listées à l'article ci-dessus du présent document, les pénalités pourront être réglées soit par l'émission d'un titre de recettes, soit par une défalcation effectuée par l'établissement de santé sur les montants à régler ou sur la facture, soit par la mise en œuvre d'un avoir par le (s) titulaire (s) de l'accord-cadre.

9.2. Autres stipulations

■ **Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :**

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ **Pénalités pour retard - seuil d'exonération :**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ **Règlement des différends :**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal administratif de Versailles

56 avenue Saint-Cloud

78011 Versailles

Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

Site internet : <http://www.ta-versailles.juradm.fr>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

10. FIN DU CONTRAT

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du marché diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 3 du contrat déroge à l'article 4 du CCAG

La rubrique *Pénalités* de l'article 9.1 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités* de l'article 9.1 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 9.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)